

Agence nationale du médicament vétérinaire  
8 rue Claude Bourgelat  
Parc d'activités de la Grande Marche  
CS 70611 - 35306 FOUGERES CEDEX – France  
Téléphone : + 33 (0)2 99 94 66 65

Etablissement n° 816

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE NATIONALE DU MEDICAMENT VETERINAIRE,

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 5142-2 et R. 5142-15,

Vu la décision du 02/10/2013 portant délégation de pouvoir du Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail au Directeur de l'Agence nationale du médicament vétérinaire,

Vu l'autorisation d'ouverture n° V 0424/79 du 29/08/1980, octroyée à l'entreprise ALLIANCE HEALTHCARE REPARTITION, pour l'établissement distributeur en gros de médicaments vétérinaires situé 140 AVENUE DE LA VENISE VERTE, 79000 NIORT,

Vu le courrier reçu le 10/05/2017, de l'entreprise ALLIANCE HEALTHCARE REPARTITION, déclarant la fermeture de l'établissement susvisé, suite au transfert de l'activité de distributeur en gros de médicaments vétérinaires sur le nouveau site de CHAURAY,

Considérant la fermeture de l'établissement susvisé suite au transfert de l'activité de distributeur en gros de médicaments vétérinaires sur le nouveau site de CHAURAY,

DECIDE :

**ARTICLE 1** - L'autorisation d'ouverture n° V 0424/79 du 29/08/1980 susvisée, accordée à l'entreprise ALLIANCE HEALTHCARE REPARTITION, pour l'établissement distributeur en gros de médicaments vétérinaires situé 140 AVENUE DE LA VENISE VERTE, 79000 NIORT, est abrogée par la présente décision enregistrée sous le n° V 179034/17.

**ARTICLE 2** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur de l'Agence nationale du médicament vétérinaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Ce n'est qu'après un rejet explicite de ce recours ou un rejet implicite résultant du silence gardé par le Directeur de l'Agence nationale du médicament vétérinaire pendant deux mois, qu'un recours contentieux peut être intenté auprès du tribunal administratif dont dépend l'entreprise ou dans le ressort duquel est situé le siège social de l'entreprise.

L'exercice d'un recours n'est pas suspensif de l'interdiction de réaliser des opérations pharmaceutiques vétérinaires découlant de l'abrogation de l'autorisation d'ouverture.

**ARTICLE 3** - Le Chef du Département Inspection et Surveillance du marché est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Fougères, le 15/05/2017

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE NATIONALE  
DU MEDICAMENT VETERINAIRE

Pour le Directeur,  
Par délégation,  
La Directrice Adjointe



C. LAMBERT